



Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre et la période de neuf mois
clos le 31 décembre 2018



Compte rendu de la direction.....	1
Déclaration de responsabilité de la direction.....	10
États financiers intermédiaires résumés (non audités).....	11

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN
COMPTE RENDU DE LA DIRECTION
POUR LE TRIMESTRE ET LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018

Le compte rendu de la direction présente les principales activités et initiatives ainsi que les risques et les résultats financiers importants de l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien (ACSTA) pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2018. Ce compte rendu devrait être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés non audités de l'ACSTA pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2018, qui ont été préparés conformément à l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34). Ce compte rendu devrait aussi être lu conjointement avec le *Rapport annuel de 2018* de l'ACSTA, le *Rapport financier trimestriel pour le trimestre clos le 30 juin 2018* et le *Rapport financier trimestriel pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2018* de l'ACSTA. Les informations communiquées dans le présent rapport sont exprimées en milliers de dollars canadiens et sont à jour au 20 février 2019, sauf indication contraire.

Déclarations prospectives

Les lecteurs sont avisés que le présent rapport renferme un certain nombre d'informations et de déclarations prospectives. Ces dernières contiennent des données qui sont généralement déclarées comme étant anticipées, prévues ou projetées par l'ACSTA. Elles comportent des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs pouvant faire en sorte que les résultats et le rendement réels de l'ACSTA diffèrent de manière significative de tout résultat ou toute performance futurs exprimés ou sous-entendus dans les informations prospectives en question.

Caractère significatif

En vue de déterminer les informations qui doivent être présentées dans ce rapport, la direction applique le concept de caractère significatif comme guide pour la présentation. La direction estime que des informations sont significatives s'il est vraisemblable que leur omission ou une anomalie les concernant, appréciée par rapport aux circonstances particulières, puisse influencer sur les décisions économiques prises par les intervenants de l'ACSTA.

APERÇU DE L'ORGANISATION

L'ACSTA est une société d'État mandataire financée par des crédits parlementaires et qui rend compte au Parlement par l'intermédiaire du ministre des Transports. Sa mission est de protéger le public en assurant la sûreté d'aspects critiques du système de transport aérien.

L'ACSTA s'acquitte du mandat d'effectuer le contrôle de sécurité dans 89 aéroports désignés au pays au moyen d'un modèle de tiers fournisseur de services de contrôle. L'ACSTA est chargée d'exécuter les quatre activités suivantes qui sont prévues dans son mandat :

- le contrôle préembarquement (CPE) : le contrôle des passagers, de leurs bagages de cabine et de leurs effets personnels avant leur entrée dans la zone sécurisée d'une aérogare;
- le contrôle des bagages enregistrés (CBE) : le contrôle des bagages enregistrés (ou de soute) des passagers pour empêcher l'embarquement d'articles interdits;

- le contrôle des non-passagers (CNP) : le contrôle aléatoire des non-passagers, et de leurs effets personnels, y compris les véhicules, qui pénètrent dans les zones réglementées des aéroports aux aéroports qui présentent les risques les plus élevés;
- le programme de carte d'identité pour les zones réglementées (CIZR) : le système qui utilise les données biométriques (image de l'iris et empreintes digitales) pour permettre aux non-passagers d'accéder aux zones réglementées des aéroports.

L'ACSTA est aussi tenue de voir à ce que le contrôle de sécurité s'effectue de manière uniforme au Canada. Elle est également responsable des fonctions rattachées à la sécurité du transport aérien que le ministre des Transports pourrait lui assigner, sous réserve des modalités que le ministre pourrait établir.

En plus des activités prévues dans son mandat, l'ACSTA a conclu une entente avec Transports Canada (TC) afin d'effectuer le contrôle du fret dans les petits aéroports où il est possible de le faire. Ce programme vise à assurer le contrôle de quantités limitées de fret durant les périodes creuses en utilisant les ressources, la technologie et les procédures existantes.

Avec l'appui de TC, l'ACSTA a conclu une entente d'essai avec l'autorité aéroportuaire du Grand Toronto (GTAA) pour la prestation de services de contrôle supplémentaires, en vigueur depuis le 5 octobre 2014 et renouvelée annuellement par la suite. L'ACSTA a également conclu une entente similaire avec l'administration aéroportuaire de Vancouver (AAYVR) en vigueur depuis le 26 juin 2017. Cette entente s'est terminée le 30 juin 2018 alors que celle conclue avec la GTAA se prolonge jusqu'au 31 mars 2019.

CONTEXTE OPÉRATIONNEL

La partie ci-après du rapport présente de l'information sur les changements importants qui sont survenus dans le contexte opérationnel de l'organisation depuis le 30 septembre 2018.

CROISSANCE DU NOMBRE DE PASSAGERS ET HEURES DE CONTRÔLE

Selon les statistiques produites par le Système de sûreté des cartes d'embarquement de l'ACSTA, le nombre de personnes contrôlées au Canada a augmenté de 2,5 % au cours du trimestre clos le 31 décembre 2018 par rapport à la période correspondante de 2017, nécessitant l'achat d'heures de contrôle supplémentaires afin de maintenir les temps d'attente aux mêmes niveaux. Les taux de facturation des fournisseurs de services de contrôle continueront également d'augmenter annuellement pendant toute la période des Ententes sur les services de contrôle aux aéroports qui prendront fin le 31 mars 2022, ce qui intensifie les pressions sur le budget des heures de contrôle de l'ACSTA. L'ACSTA continue de collaborer avec TC à l'élaboration d'une stratégie à long terme de financement qui lui permettra de faire face aux pressions financières et à leurs incidences connexes sur les programmes de contrôle de sûreté aérienne. En l'absence de financement à long terme, l'ACSTA continue de collaborer avec TC à l'obtention des fonds supplémentaires nécessaires à court terme au maintien de ses opérations courantes.

RISQUES ET INCERTITUDES

L'ACSTA surveille et réévalue ses risques organisationnels régulièrement. Aucun changement important n'a été apporté au profil de risque de l'organisation tel qu'il a été communiqué précédemment dans le *Rapport annuel 2018*, à l'exception de la mise à jour des risques fournie dans le *Rapport financier trimestriel pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2018*.

ANALYSE DES RÉSULTATS FINANCIERS

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

La présente partie du rapport décrit les écarts importants constatés à l'état intermédiaire résumé du résultat global pour les trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2017 et 2018.

Points saillants financiers – État intermédiaire résumé du résultat global	Trimestres clos les				Périodes de neuf mois closes les			
	31 décembre				31 décembre			
	2018	2017			2018	2017		
(en milliers de dollars canadiens)	(non audités)	(non audités)	Écart en \$	Écart en %	(non audités)	(non audités)	Écart en \$	Écart en %
Charges¹								
Services de contrôle et autres coûts connexes	149 269 \$	136 066 \$	13 203 \$	9,7 %	445 214 \$	405 856 \$	39 358 \$	9,7 %
Exploitation et entretien du matériel	11 331	9 440	1 891	20,0 %	32 029	27 745	4 284	15,4 %
Soutien des programmes et services généraux	21 793	20 712	1 081	5,2 %	64 680	61 033	3 647	6,0 %
Amortissement	16 428	14 819	1 609	10,9 %	48 190	43 240	4 950	11,4 %
Total des charges	198 821	181 037	17 784	9,8 %	590 113	537 874	52 239	9,7 %
Autres charges (produits)	(916)	(81)	(835)	NS	(675)	2 072	(2 747)	(132,6 %)
Performance financière avant les revenus et le financement public	197 905	180 956	16 949	9,4 %	589 438	539 946	49 492	9,2 %
Revenus	3 185	4 474	(1 289)	(28,8 %)	9 696	11 983	(2 287)	(19,1 %)
Financement public								
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation	176 600	159 339	17 261	10,8 %	523 225	476 473	46 752	9,8 %
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations	16 648	14 944	1 704	11,4 %	48 585	44 363	4 222	9,5 %
Total du financement public	193 248	174 283	18 965	10,9 %	571 810	520 836	50 974	9,8 %
Performance financière	(1 472) \$	(2 199) \$	727 \$	33,1 %	(7 932) \$	(7 127) \$	(805) \$	(11,3 %)
Autres éléments du résultat global	(9 600)	(14 871)	5 271	35,4 %	12 766	(6 517)	19 283	295,9 %
Résultat global total	(11 072) \$	(17 070) \$	5 998 \$	35,1 %	4 834 \$	(13 644) \$	18 478 \$	135,4 %

¹ Les charges d'exploitation sont présentées par activité de programme dans l'état intermédiaire résumé du résultat global, alors qu'elles sont présentées par catégorie principale de charge dans le tableau ci-dessus, conformément à la note complémentaire 10 des états financiers intermédiaires résumés non audités pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2018.

NS = Non significatif

Services de contrôle et autres coûts connexes

Les charges relatives aux services de contrôle et autres coûts connexes ont augmenté de 13 203 \$ (9,7 %) et de 39 358 \$ (9,7 %), pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2018, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2017. Ces augmentations sont principalement attribuables à l'achat d'heures de contrôle supplémentaires au coût total de 8 355 \$ et de 24 119 \$, respectivement, et à l'augmentation annuelle du taux de facturation des fournisseurs de services de contrôle de 3 899 \$ et de 11 284 \$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2018 respectivement. Les augmentations sont aussi attribuables à la hausse des coûts du programme de rendement qui ont totalisé 727 \$ et 2 931 \$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2018, respectivement, en raison de l'augmentation des heures de contrôle et de l'amélioration du rendement des fournisseurs de service de contrôle.

Les augmentations du nombre d'heures de contrôle achetées sont principalement attribuables aux exigences de contrôle supplémentaires pour répondre à la hausse du nombre de passagers et aux changements opérationnels à certains aéroports. L'augmentation pour la période de neuf mois est également attribuable à la mise en place de mesures de sûreté accrues pour les appareils électroniques entrées en vigueur en juillet 2017. Ces augmentations sont en partie compensées par une diminution des besoins relatifs au contrôle découlant de l'exemption aux points de CNP-aéronef qui est entrée en vigueur en juillet 2017, de même que par la réduction des besoins en heures de contrôle supplémentaires, tel qu'expliqué ci-dessous.

Exploitation et entretien du matériel

Les coûts d'exploitation et d'entretien du matériel ont augmenté de 1 891 \$ (20,0 %) et de 4 284 \$ (15,4 %) pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2018, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2017. Les augmentations sont principalement attribuables aux coûts d'entretien supplémentaires du matériel dont les garanties deviennent périmées et à une hausse des coûts liés à l'entretien et aux pièces de rechange pour le matériel lié aux SDE (systèmes de détection d'explosifs) nouveaux ou existants. Les augmentations s'expliquent également par les besoins de formation additionnels destinés aux fournisseurs de services d'entretien du matériel afin de soutenir le déploiement constant du nouveau matériel lié aux SDE à certains emplacements aéroportuaires.

Soutien des programmes et services généraux

Les coûts liés au soutien des programmes et services généraux ont augmenté de 1 081 \$ (5,2 %) et de 3 647 \$ (6,0 %), pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2018, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2017. Les hausses sont surtout attribuables à une augmentation des frais de bureau et frais informatiques de 1 018 \$ et 1 882 \$, respectivement, principalement en soutien à l'infrastructure de réseau informatique et, pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, une augmentation des frais relatifs aux employés de 2 274 \$. Les frais relatifs aux employés ont augmenté en raison de la hausse des coûts des régimes à prestations définies résultant principalement d'une diminution du taux d'actualisation utilisé dans le but de déterminer le coût des services rendus pour l'exercice et d'une augmentation des coûts relatifs aux salaires et aux avantages sociaux.

Amortissement

L'amortissement a augmenté de 1 609 \$ (10,9 %) et de 4 950 \$ (11,4 %), pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2018, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2017. Les hausses sont principalement dues aux nouveaux déploiements de voies ACSTA Plus, aux modifications apportées à la durée d'utilité estimée de certaines pièces de matériel de CPE et du déploiement de matériel de CBE dans le cadre du programme de gestion du cycle de vie des systèmes de CBE. Les hausses sont partiellement compensées par du vieux matériel de CBE devenant entièrement amorti.

Autres charges (produits)

Le poste des autres charges (produits) a diminué de 835 \$ (NS) et de 2 747 \$ (132,6 %), pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2018, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2017. Les diminutions sont principalement attribuables à des gains nets sur la juste valeur d'instruments financiers dérivés supérieurs. La diminution pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018 est aussi attribuable à la radiation d'immobilisations corporelles, enregistrée au cours de l'exercice précédent, pour du matériel mis hors service à mesure que du nouveau matériel était déployé.

Revenus

Les revenus ont diminué de 1 289 \$ (28,8 %) et de 2 287 \$ (19,1 %), pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2018, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2017. Les diminutions s'expliquent principalement par l'achat d'un nombre inférieur d'heures de contrôle supplémentaires de 1 233 \$ et de 1 438 \$, respectivement, étant donné l'échéance de l'entente d'essai avec l'AAYVR, en juin 2018. La diminution pour la période de neuf mois est aussi attribuable à des crédits fournisseurs sans effet sur la trésorerie enregistrés au cours de l'exercice précédent.

Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation

Le montant des crédits parlementaires pour les charges d'exploitation a augmenté de 17 261 \$ (10,8 %) et de 46 752 \$ (9,8 %), pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2018, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2017. Les augmentations sont principalement attribuables à la hausse des charges au titre des services de contrôle et des autres coûts connexes, de l'exploitation et entretien du matériel et du soutien de programme et services généraux, telles que décrites précédemment.

Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations

L'amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations a augmenté de 1 704 \$ (11,4 %) et de 4 222 \$ (9,5 %), pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2018, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2017. Ces augmentations sont principalement attribuables à l'amortissement d'immobilisations accru, tel que décrit précédemment.

Autres éléments du résultat global

Les autres éléments du résultat global comprennent les réévaluations trimestrielles sans effet sur la trésorerie découlant des modifications aux hypothèses actuarielles et du rendement des actifs des régimes de retraite.

La perte au titre des autres éléments du résultat global de 9 600 \$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2018 est attribuable à une perte de réévaluation résultant d'un taux de rendement réel sur les actifs des régimes plus faible que le taux posé comme hypothèse par l'ACSTA. La perte au titre des autres éléments du résultat global de 14 871 \$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2017 s'explique par une perte de réévaluation de 23 421 \$ du passif au titre des prestations définies découlant d'une diminution du taux d'actualisation de 50 points de base entre le 30 septembre et le 31 décembre 2017. Cette perte a été partiellement compensée par un gain de réévaluation de 8 550 \$ attribuable à un taux de rendement réel des actifs des régimes supérieur au taux initialement posé comme hypothèse par l'ACSTA.

Le gain au titre des autres éléments du résultat global de 12 766 \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018 est attribuable à un gain de réévaluation de 24 951 \$ du passif au titre des prestations définies découlant d'une augmentation du taux d'actualisation de 50 points de base depuis le 31 mars 2018. Il est en partie compensé par une perte de réévaluation de 12 185 \$ résultant d'un taux de rendement réel sur les actifs des régimes plus faible que le taux posé comme hypothèse par l'ACSTA. La perte au titre des autres éléments du résultat global de 6 517 \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2017 s'explique par une perte de réévaluation de 12 095 \$ du passif au titre des prestations définies découlant d'une diminution du taux d'actualisation de 25 points de base entre le 31 mars et le 31 décembre 2017. Cette perte a été partiellement compensée par un gain de réévaluation de 5 578 \$ attribuable à un taux de rendement réel des actifs des régimes supérieur au taux initialement posé comme hypothèse par l'ACSTA.

Pour plus de renseignements, se reporter à la note complémentaire 9 des états financiers intermédiaires résumés non audités.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

La présente section décrit les principaux écarts observés à l'état intermédiaire résumé de la situation financière au 31 décembre 2018 comparativement au 31 mars 2018.

Points saillants financiers – État intermédiaire				
résumé de la situation financière	31 décembre 2018	31 mars 2018		
(en milliers de dollars canadiens)	(non audités)	(audités)	Écart en \$	Écart en %
Actifs courants	166 875 \$	166 329 \$	546 \$	0,3 %
Actifs non courants	470 652	430 157	40 495	9,4 %
Total des actifs	637 527 \$	596 486 \$	41 041 \$	6,9 %
Passifs courants	162 052 \$	161 751 \$	301 \$	0,2 %
Passifs non courants	493 114	457 208	35 906	7,9 %
Total des passifs	655 166 \$	618 959 \$	36 207 \$	5,8 %

Actifs

Les actifs courants ont augmenté de 546 \$ (0,3 %) principalement pour les raisons suivantes :

- une augmentation de 2 553 \$ de la trésorerie principalement attribuable au moment où les montants à payer aux fournisseurs de biens et services sont versés;
- une augmentation de 1 375 \$ des clients et autres débiteurs principalement attribuable à une augmentation des crédits parlementaires à recevoir de 3 854 \$, partiellement compensée par une diminution des taxes de vente à recouvrer de 2 455 \$;
- une diminution de 2 721 \$ des stocks principalement attribuable à une utilisation nette des stocks d'uniformes et de pièces de rechange;
- une diminution des charges payées d'avance de 1 537 \$ attribuable à l'amortissement des primes annuelles d'assurance et des services annuels d'entretien et de soutien.

Les actifs non courants ont augmenté de 40 495 \$ (9,4 %) principalement pour les raisons suivantes :

- une augmentation de 35 107 \$ des immobilisations corporelles et incorporelles principalement attribuable à des acquisitions totalisant 83 919 \$, qui a été partiellement compensée par un amortissement de 48 190 \$;
- une augmentation de 5 199 \$ de l'actif au titre des avantages du personnel, qui comprend le régime de retraite enregistré de l'ACSTA et le régime de retraite supplémentaire, qui se trouvent tous deux en situation d'actif net. L'augmentation est principalement attribuable à un gain de réévaluation de 21 605 \$ du passif au titre des prestations définies découlant d'une augmentation du taux d'actualisation de 50 points de base depuis le 31 mars 2018. Cette augmentation a été partiellement compensée par une perte de réévaluation de 12 185 \$ résultant d'un taux de rendement réel sur les actifs du régime inférieur au taux posé comme hypothèse par l'ACSTA et l'excédent du coût des prestations définies sur les cotisations de 4 221 \$.

Passifs

Les passifs courants ont augmenté de 301 \$ (0,2 %) principalement pour les raisons suivantes :

- une augmentation des retenues de garantie courantes de 2 716 \$ en raison des travaux de construction en cours dans le cadre des projets de mise à niveau du CBE;
- une augmentation de 1 843 \$ des fournisseurs et autres créditeurs en raison du moment où les décaissements en lien avec les obligations non réglées auprès des fournisseurs ont été effectués;
- une diminution de 4 258 \$ du financement public différé lié aux charges d'exploitation due principalement à une diminution du solde des stocks et des charges payées d'avance.

Les passifs non courants ont augmenté de 35 906 \$ (7,9 %) principalement pour les raisons suivantes:

- une augmentation du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations de 34 701 \$ résultant de l'excédent des dépenses en immobilisations financées par les crédits parlementaires de 83 286 \$ sur l'amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations de 48 585 \$;
- une augmentation des retenues de garantie non courantes de 2 407 \$ attribuable aux travaux de construction en cours dans le cadre des projets de mise à niveau du CBE;

- une diminution du passif au titre des avantages du personnel de 1 269 \$ qui s'explique par une réévaluation de l'autre régime à prestations définies de 3 346 \$, découlant d'une augmentation du taux d'actualisation de 50 points de base depuis le 31 mars 2018. Cette diminution a été partiellement compensée par l'excédent du coût des prestations définies sur les cotisations de 2 077 \$.

PERFORMANCE FINANCIÈRE PAR RAPPORT AU PLAN D'ENTREPRISE

Le *Résumé du plan d'entreprise de 2018-2019 à 2022-2023* de l'ACSTA n'était pas encore déposé au Parlement pour approbation au moment de publier le présent rapport. Tant que ce plan ne sera pas déposé au Parlement et rendu public, l'ACSTA ne sera pas en mesure de présenter une analyse des écarts importants entre ses résultats financiers et ceux prévus dans son *Résumé du plan d'entreprise de 2018-2019 à 2022-2023*.

RAPPORT SUR L'UTILISATION DES CRÉDITS PARLEMENTAIRES

Les activités de l'ACSTA sont financées principalement grâce aux crédits parlementaires versés par le gouvernement du Canada. Le tableau ci-après permet d'effectuer un rapprochement de la performance financière comptabilisée selon les IFRS et des crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation selon la méthode de comptabilité d'exercice dite « de caisse modifiée » :

Rapprochement de la performance financière et des crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation (en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2018 (non audités)	2017 (non audités)	2018 (non audités)	2017 (non audités)
Performance financière avant les revenus et le financement public	197 905 \$	180 956 \$	589 438 \$	539 946 \$
Revenus	(3 185)	(4 474)	(9 696)	(11 983)
Performance financière avant le financement public	194 720	176 482	579 742	527 963
Charges sans effet sur la trésorerie				
Amortissement	(16 428)	(14 819)	(48 190)	(43 240)
Charges au titre des avantages du personnel ¹	(2 067)	(1 596)	(6 298)	(5 115)
Perte non monétaire sur conversion de devise constaté en performance financière	(445)	(40)	(173)	(1)
Frais relatifs aux employés à payer ²	(409)	(1 032)	(2 482)	(2 157)
(Perte) gain sur la sortie d'immobilisations corporelles	(258)	22	(254)	(50)
Charges au titre des pièces de rechange provenant des immobilisations ³	(2)	(9)	(9)	(40)
Variation de la juste valeur des instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	1 463	426	1 065	(813)
Avantages incitatifs à la location différés constatés en performance financière ⁴	26	62	74	223
Radiation d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	(157)	(250)	(1 089)
Crédits de fournisseurs sans effet sur la trésorerie	-	-	-	792
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation	176 600 \$	159 339 \$	523 225 \$	476 473 \$
Autres éléments affectant le financement				
Variation nette des charges payées d'avance et des stocks ⁵	(464)	(282)	(4 258)	(2 950)
Total des crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation	176 136 \$	159 057 \$	518 967 \$	473 523 \$

¹ Les avantages du personnel sont comptabilisés dans l'état intermédiaire résumé du résultat global conformément aux IFRS. L'élément de rapprochement susmentionné représente la différence entre les versements en espèces au titre des avantages du personnel et la charge comptable selon les IFRS.

² Les frais relatifs aux employés à payer sont des ajustements comptables qui se composent des sommes engagées au titre de la rémunération variable et des indemnités de vacances utilisées et constituées au 31 décembre 2018. Ces frais sont comptabilisés selon la comptabilité de caisse modifiée seulement à la fin de l'exercice, ce qui donne lieu à un élément de rapprochement lors des périodes intermédiaires.

³ Les charges au titre des pièces de rechange provenant des immobilisations se composent d'éléments qui ont été financés grâce à des crédits parlementaires liés aux dépenses en immobilisations au cours des exercices antérieurs, mais qui ont été utilisés et passés en charges comme pièces de rechange au cours de l'exercice considéré, ce qui donne lieu à un élément de rapprochement.

⁴ Les avantages incitatifs à la location différés constituent un ajustement comptable sans effet sur la trésorerie qui sert à comptabiliser les avantages découlant des contrats de location dont les modalités sont favorables, y compris les réductions significatives du loyer, l'utilisation gratuite de parties communes et les améliorations locatives fournies sans frais. Les frais de location sont financés au moyen des crédits au fur et à mesure des décaissements, ce qui donne lieu à un élément de rapprochement.

⁵ Les charges payées d'avance et les stocks sont passés en charges au fur et à mesure qu'un avantage lié à l'actif est obtenu. Ils sont financés au moyen des crédits parlementaires au moment où les achats sont faits, ce qui donne lieu à un élément de rapprochement.

Dépenses en immobilisations

Le tableau ci-après résume le rapprochement des crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations et des acquisitions d'immobilisations présentées selon les IFRS :

Rapprochement des acquisitions d'immobilisations et des crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
(en milliers de dollars canadiens)	(non audités)	(non audités)	(non audités)	(non audités)
Matériel lié aux systèmes de détection d'explosifs	25 363 \$	18 912 \$	80 814 \$	48 610 \$
Matériel non lié aux systèmes de détection d'explosifs	1 813	979	3 105	1 786
Total des acquisitions d'immobilisations	27 176 \$	19 891 \$	83 919 \$	50 396 \$
Ajout d'améliorations locatives sans effet sur la trésorerie	(141)	-	(141)	-
Produits de la sortie d'immobilisations ¹	(30)	(22)	(109)	(50)
Ajustement non monétaire sur conversion de devise en lien avec des acquisitions d'immobilisations	(61)	2	(383)	(79)
Acquisitions sans effet sur la trésorerie provenant des crédits de fournisseurs	-	-	-	(792)
Total des crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations	26 944 \$	19 871 \$	83 286 \$	49 475 \$

¹ Les produits de la sortie d'immobilisations incluent des produits sans effet sur la trésorerie reçus sous forme de notes de crédit de fournisseurs.

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers intermédiaires résumés non audités conformément à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers intermédiaires résumés exempts d'anomalies significatives. La direction est également chargée de veiller à ce que toutes les autres informations présentées dans le présent rapport financier trimestriel concordent, le cas échéant, avec celles contenues dans les états financiers intermédiaires résumés non audités.

À notre connaissance, les présents états financiers intermédiaires résumés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats des opérations et des flux de trésorerie de l'ACSTA aux dates de clôture présentées dans les états financiers intermédiaires résumés non audités et pour les périodes closes à ces dates.



Michael Saunders
Président et chef de la direction

Ottawa, Canada

Le 20 février 2019



Nancy Fitchett, CPA, CA
Vice-présidente, Affaires organisationnelles et
chef des services financiers par intérim

Ottawa, Canada

Le 20 février 2019

États financiers intermédiaires résumés

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

31 décembre 2018

(non audités)

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

État intermédiaire résumé de la situation financière
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	31 décembre 2018	31 mars 2018
Actifs		
Actifs courants		
Trésorerie	12 482 \$	9 929 \$
Clients et autres débiteurs (note 3)	137 881	136 506
Stocks (note 4)	13 680	16 401
Charges payées d'avance	1 596	3 133
Actifs financiers dérivés (note 12)	1 236	360
	166 875	166 329
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles (note 5)	447 094	416 438
Immobilisations incorporelles (note 6)	13 116	8 665
Actif au titre des avantages du personnel (note 9)	10 229	5 030
Actifs financiers dérivés (note 12)	213	24
	470 652	430 157
Total des actifs	637 527 \$	596 486 \$
Passifs et capitaux propres		
Passifs courants		
Fournisseurs et autres créditeurs	134 711 \$	132 868 \$
Retenues de garantie	12 065	9 349
Financement public différé lié aux charges d'exploitation (note 8)	15 276	19 534
	162 052	161 751
Passifs non courants		
Retenues de garantie (note 12)	6 745	4 338
Avantages incitatifs à la location différés	509	442
Financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 8)	458 727	424 026
Passif au titre des avantages du personnel (note 9)	27 133	28 402
	493 114	457 208
Capitaux propres		
Déficit accumulé	(17 639)	(22 473)
Total des passifs et des capitaux propres	637 527 \$	596 486 \$

Éventualités (note 7) et accords contractuels (note 13)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

État intermédiaire résumé du résultat global
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes les 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
Charges				
Contrôle préembarquement	111 459 \$	99 936 \$	333 020 \$	293 217 \$
Contrôle des bagages enregistrés	40 434	36 991	118 310	110 696
Contrôle des non-passagers	34 921	32 792	103 503	100 463
Programme de carte d'identité pour les zones réglementées	600	797	2 118	2 286
Services généraux	11 407	10 521	33 162	31 212
Total des charges (note 10)	198 821	181 037	590 113	537 874
Autres charges (produits)				
Perte (gain) de change	288	209	(117)	118
Perte (gain) sur la sortie d'immobilisations corporelles	258	(22)	254	50
Charges financières	1	1	3	2
Radiation d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	157	250	1 089
(Gain) perte net sur la juste valeur des instruments financiers dérivés	(1 463)	(426)	(1 065)	813
Total des autres charges (produits)	(916)	(81)	(675)	2 072
Performance financière avant les revenus et le financement public	197 905	180 956	589 438	539 946
Revenus				
Services de contrôle supplémentaires	2 927	4 160	9 022	10 459
Produits financiers	258	193	674	431
Revenus de location	-	75	-	255
Revenus divers	-	46	-	838
Total des revenus	3 185	4 474	9 696	11 983
Financement public				
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation (note 8)	176 600	159 339	523 225	476 473
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 8)	16 648	14 944	48 585	44 363
Total du financement public	193 248	174 283	571 810	520 836
Performance financière	(1 472) \$	(2 199) \$	(7 932) \$	(7 127) \$
Autres éléments du résultat global				
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière				
Réévaluation des régimes à prestations définies (note 9)	(9 600)	(14 871)	12 766	(6 517)
Résultat global total	(11 072) \$	(17 070) \$	4 834 \$	(13 644) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le 31 décembre :

	Déficit accumulé
Solde au 30 septembre 2018	(6 567) \$
Performance financière	(1 472)
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière	
Réévaluation des régimes à prestations définies (note 9)	(9 600)
Solde au 31 décembre 2018	(17 639) \$
Solde au 30 septembre 2017	(1 781) \$
Performance financière	(2 199)
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière	
Réévaluation des régimes à prestations définies (note 9)	(14 871)
Solde au 31 décembre 2017	(18 851) \$

Pour les périodes de neuf mois closes le 31 décembre :

	Déficit accumulé
Solde au 31 mars 2018	(22 473) \$
Performance financière	(7 932)
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière	
Réévaluation des régimes à prestations définies (note 9)	12 766
Solde au 31 décembre 2018	(17 639) \$
Solde au 31 mars 2017	(5 207) \$
Performance financière	(7 127)
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière	
Réévaluation des régimes à prestations définies (note 9)	(6 517)
Solde au 31 décembre 2017	(18 851) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Tableau intermédiaire résumé des flux de trésorerie
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes les 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
Flux de trésorerie liés aux :				
Activités d'exploitation				
Performance financière	(1 472) \$	(2 199) \$	(7 932) \$	(7 127)
Éléments sans effet sur la trésorerie				
Amortissement des immobilisations corporelles (notes 5 et 10)	15 961	14 522	47 022	42 394
Augmentation du passif net au titre des avantages du personnel	2 067	1 596	6 298	5 115
Amortissement des immobilisations incorporelles (notes 6 et 10)	467	297	1 168	846
Perte (gain) sur la sortie d'immobilisations corporelles	258	(22)	254	50
Autres transactions sans effet sur la trésorerie	2	9	9	(752)
Radiation d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	157	250	1 089
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 8)	(16 648)	(14 944)	(48 585)	(44 363)
Variation de la juste valeur des instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	(1 463)	(426)	(1 065)	813
Avantages incitatifs à la location différés constatés dans la performance financière	(26)	(62)	(74)	(223)
Variation nette des soldes du fonds de roulement (note 15)	(59 685)	4 775	31 865	25 182
	(60 539)	3 703	29 210	23 024
Activités d'investissement				
Crédits parlementaires reçus pour le financement d'immobilisations	12 000	17 600	62 792	62 409
Acquisition d'immobilisations corporelles	(16 394)	(13 194)	(84 467)	(48 179)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(942)	(89)	(5 013)	(457)
Produits de la sortie d'immobilisations corporelles	15	3	31	3
	(5 321)	4 320	(26 657)	13 776
(Diminution) augmentation de la trésorerie	(65 860)	8 023	2 553	36 800
Trésorerie à l'ouverture de la période	78 342	65 044	9 929	36 267
Trésorerie à la clôture de la période	12 482 \$	73 067 \$	12 482 \$	73 067

Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 15)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2018
(en milliers de dollars canadiens)

1. Renseignements sur l'organisation

L'ACSTA est une société d'État visée par la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et est un mandataire de Sa Majesté du chef du Canada. L'ACSTA est chargée d'assurer la sûreté d'aspects précis du système de transport aérien, du contrôle des passagers et des bagages au contrôle des travailleurs des aéroports.

L'ACSTA est financée par des crédits parlementaires et rend compte au Parlement par l'entremise du ministre des Transports. Avec l'appui de Transports Canada, l'ACSTA a conclu une entente d'essai avec la GTAA pour la prestation de services de contrôle supplémentaires, en vigueur depuis le 5 octobre 2014. Cette entente a été renouvelée annuellement par la suite. L'ACSTA a également conclu une entente similaire avec l'AAYVR, en vigueur depuis le 26 juin 2017. L'entente d'essai avec l'AAYVR s'est terminée le 30 juin 2018, tandis que celle avec la GTAA a été prolongée jusqu'au 31 mars 2019.

Le Conseil d'administration a autorisé la publication des présents états financiers intermédiaires résumés le 20 février 2019.

2. Résumé des principales méthodes comptables

(a) Base d'établissement

Les états financiers intermédiaires résumés ont été établis conformément à l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), telle que publiée par le Conseil des normes comptables internationales (CNCI) et approuvée par le Conseil des normes comptables du Canada.

L'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* exige que la plupart des sociétés d'État mères préparent et publient des rapports financiers trimestriels conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada. Les présents états financiers intermédiaires résumés n'ont pas été audités ni examinés par l'auditeur externe de l'ACSTA.

Comme l'autorise l'IAS 34, les présents états financiers intermédiaires sont présentés de façon résumée et, par conséquent, ne renferment pas toutes les informations qui doivent être fournies pour être conformes, dans tous les aspects significatifs, aux dispositions des IFRS relatives aux informations à fournir applicables aux états financiers annuels. Les présents états financiers intermédiaires résumés ont pour but de fournir une mise à jour sur la dernière série complète d'états financiers annuels audités. Par conséquent, ils devraient être lus conjointement avec les états financiers annuels audités pour l'exercice clos le 31 mars 2018.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

Les principales méthodes comptables utilisées dans les présents états financiers intermédiaires résumés sont décrites à la note 3 des états financiers annuels audités de l'ACSTA pour l'exercice clos le 31 mars 2018, à l'exception de ce qui est noté ci-dessous.

(b) Changement de présentation

À compter du 1^{er} avril 2018, l'ACSTA a changé la présentation de la portion courante des retenues de garantie à l'état intermédiaire résumé de la situation financière pour tenir compte de leur importance. Auparavant, ils étaient inclus dans le poste Fournisseurs et autres créditeurs. À la suite de ce changement, un montant de 9 349 \$ a été reclassé de ce poste au 31 mars 2018 au poste Retenues de garantie courantes à l'état intermédiaire résumé de la situation financière.

(c) Adoption de nouvelles normes internationales d'information financière

L'ACSTA a adopté, à compter du 1^{er} avril 2018, les nouvelles normes internationales d'information financière suivantes. L'adoption de ces normes comptables n'a pas eu d'incidence sur les états financiers intermédiaires résumés.

(i) IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*

L'IFRS 15 vient remplacer l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires* et l'IAS 11, *Contrats de construction* ainsi que plusieurs autres interprétations relatives aux produits. La norme établit les principes qu'une entité doit adopter pour la divulgation des informations utiles aux utilisateurs des états financiers concernant la nature, le montant, le calendrier et le degré d'incertitude des produits et des flux de trésorerie provenant d'un contrat conclu avec un client. Cette norme est entrée en vigueur au cours des exercices ouverts le ou à compter du 1^{er} janvier 2018, sur une base rétrospective, et l'adoption anticipée était autorisée.

(ii) IFRS 9, *Instruments financiers*

L'IFRS 9 a été publiée en juillet 2014 et est considérée comme la version définitive; remplaçant les versions antérieures d'IFRS 9 et mettant un terme au projet visant à remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. L'IFRS 9 propose un modèle logique de classement et d'évaluation des actifs et passifs financiers, un modèle unique et prospectif de dépréciation fondé sur les pertes attendues, et une révision substantielle des dispositions sur la comptabilité de couverture. Cette norme est entrée en vigueur au cours des exercices ouverts le ou à compter du 1^{er} janvier 2018, sur une base rétrospective.

(d) Changements comptables à venir

À la date des présents états financiers, la nouvelle norme comptable suivante, non encore en vigueur, a été publiée par le CNCI. L'ACSTA finalise l'évaluation de son incidence possible sur ses états financiers et continue de suivre les développements à ce sujet jusqu'à la date de l'adoption de cette norme.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

(i) IFRS 16, *Contrats de location*

L'IFRS 16 précise la manière de comptabiliser, d'évaluer, de présenter et de fournir des informations au sujet des contrats de location. La norme contient un modèle unique de comptabilisation par le preneur des actifs au titre du droit d'utilisation et des obligations locatives pour tous les contrats importants. Les bailleurs continuent de classer les contrats entre contrats de location-financement et les contrats de location simple, la comptabilisation par le bailleur restant largement inchangée par rapport à l'IAS 17, *Contrats de location*. Cette norme entrera en vigueur au cours des exercices ouverts le ou à compter du 1^{er} janvier 2019.

L'ACSTA adoptera l'IFRS 16 en appliquant la méthode d'application rétrospective modifiée, ce qui signifie que les chiffres de l'exercice antérieur ne seront pas retraités. L'ACSTA a choisi de comptabiliser ses actifs au titre du droit d'utilisation en se basant sur les obligations locatives correspondantes. L'incidence sur l'état de la situation financière devrait être importante, dont l'addition d'actifs au titre du droit d'utilisation basés sur les obligations locatives correspondantes d'environ 27 300 \$ selon les taux d'emprunt marginaux courants de l'ACTSA. Les informations fournies par voie de note aux états financiers devront être amplifiées, conformément aux indications de la nouvelle norme.

3. Clients et autres débiteurs

Les clients et autres débiteurs sont composés des éléments suivants :

	31 décembre 2018	31 mars 2018
Crédits parlementaires	125 253 \$	121 399 \$
TPS et TVH à recouvrer	9 321	10 435
Services de contrôle supplémentaires	2 266	2 267
TVP à recouvrer	965	2 306
Autre	76	99
	137 881 \$	136 506 \$

Les modalités de crédit relatives aux comptes clients à recevoir sont de 30 jours. Au 31 décembre et au 31 mars 2018, aucun montant inclus dans les clients et autres débiteurs n'était en souffrance.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

4. Stocks

Les stocks sont composés des éléments suivants :

	31 décembre 2018	31 mars 2018
Pièces de rechange	12 858 \$	13 879 \$
CIZR	588	743
Uniformes	234	1 779
	13 680 \$	16 401 \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

5. Immobilisations corporelles

Le rapprochement des immobilisations corporelles se présente comme suit :

	Matériel de CPE	Matériel de CBE	Matériel de CNP	Matériel pour l'utilisa- tion de la CIZR	Ordinateurs, logiciels intégrés et matériel électronique	Mobilier et matériel de bureau	Amélio- rations locatives	Travaux en cours	Total
Coût									
Solde au 31 mars 2017	125 283	\$ 747 167	\$ 20 345	\$ 5 329	\$ 27 203	\$ 30	\$ 9 929	\$ 69 472	\$ 1 004 758
Entrées	15 810	19 055	1 196	59	680	-	87	38 177	75 064
Sorties	(1 133)	(95 365)	(974)	-	(441)	-	-	-	(97 913)
Radiations	(524)	(981)	(1 240)	(1 403)	(2 609)	-	(25)	(123)	(6 905)
Reclassements	5 434	19 927	527	454	2 081	-	11	(28 434)	-
Solde au 31 mars 2018	144 870	\$ 689 803	\$ 19 854	\$ 4 439	\$ 26 914	\$ 30	\$ 10 002	\$ 79 092	\$ 975 004
Solde au 31 mars 2018	144 870	\$ 689 803	\$ 19 854	\$ 4 439	\$ 26 914	\$ 30	\$ 10 002	\$ 79 092	\$ 975 004
Entrées	9 361	4 762	-	-	295	118	646	63 141	78 323
Sorties	(2 953)	(17 984)	(1 744)	-	-	-	-	-	(22 681)
Radiations	(205)	(1 240)	-	(107)	(428)	(19)	(65)	-	(2 064)
Reclassements	5 387	55 241	259	35	1 277	-	57	(62 279)	(23)
Solde au 31 décembre 2018	156 460	\$ 730 582	\$ 18 369	\$ 4 367	\$ 28 058	\$ 129	\$ 10 640	\$ 79 954	\$ 1 028 559
Amortissement cumulé									
Solde au 31 mars 2017	77 884	\$ 484 912	\$ 10 825	\$ 3 724	\$ 17 873	\$ 30	\$ 8 602	\$ -	\$ 603 850
Amortissement	11 370	40 492	1 649	637	3 285	-	370	-	57 803
Sorties	(1 130)	(94 791)	(974)	-	(441)	-	-	-	(97 336)
Radiations	(360)	(871)	(484)	(1 402)	(2 609)	-	(25)	-	(5 751)
Solde au 31 mars 2018	87 764	\$ 429 742	\$ 11 016	\$ 2 959	\$ 18 108	\$ 30	\$ 8 947	\$ -	\$ 558 566
Solde au 31 mars 2018	87 764	\$ 429 742	\$ 11 016	\$ 2 959	\$ 18 108	\$ 30	\$ 8 947	\$ -	\$ 558 566
Amortissement	10 306	32 679	1 184	400	2 005	7	441	-	47 022
Sorties	(2 953)	(17 621)	(1 744)	-	-	-	-	-	(22 318)
Radiations	51	(1 237)	-	(107)	(428)	(19)	(65)	-	(1 805)
Solde au 31 décembre 2018	95 168	\$ 443 563	\$ 10 456	\$ 3 252	\$ 19 685	\$ 18	\$ 9 323	\$ -	\$ 581 465
Valeurs comptables									
Au 31 mars 2018	57 106	\$ 260 061	\$ 8 838	\$ 1 480	\$ 8 806	\$ -	\$ 1 055	\$ 79 092	\$ 416 438
Au 31 décembre 2018	61 292	\$ 287 019	\$ 7 913	\$ 1 115	\$ 8 373	\$ 111	\$ 1 317	\$ 79 954	\$ 447 094

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

6. Immobilisations incorporelles

Le rapprochement des immobilisations incorporelles se présente comme suit :

	Logiciels acquis à l'extérieur	Logiciels créés à l'interne	Logiciels en développement	Total
Coût				
Solde au 31 mars 2017	4 111 \$	19 655 \$	2 333 \$	26 099 \$
Entrées	451	-	908	1 359
Radiations	(68)	-	-	(68)
Solde au 31 mars 2018	4 494 \$	19 655 \$	3 241 \$	27 390 \$
Solde au 31 mars 2018	4 494 \$	19 655 \$	3 241 \$	27 390 \$
Entrées	4 452	145	999	5 596
Radiations	(16)	(460)	-	(476)
Reclassements	23	2 549	(2 549)	23
Solde au 31 décembre 2018	8 953 \$	21 889 \$	1 691 \$	32 533 \$
Amortissement cumulé				
Solde au 31 mars 2017	3 119 \$	14 529 \$	- \$	17 648 \$
Amortissement	287	858	-	1 145
Radiations	(68)	-	-	(68)
Solde au 31 mars 2018	3 338 \$	15 387 \$	- \$	18 725 \$
Solde au 31 mars 2018	3 338 \$	15 387 \$	- \$	18 725 \$
Amortissement	430	738	-	1 168
Radiations	(16)	(460)	-	(476)
Solde au 31 décembre 2018	3 752 \$	15 665 \$	- \$	19 417 \$
Valeurs comptables				
Au 31 mars 2018	1 156 \$	4 268 \$	3 241 \$	8 665 \$
Au 31 décembre 2018	5 201 \$	6 224 \$	1 691 \$	13 116 \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

7. Provisions et éventualités

(a) Provisions

Plusieurs litiges, contrôles et poursuites ont été revendiqués ou entrepris contre l'ACSTA. En raison de leur nature, les montants connexes comportent une incertitude inhérente, et le dénouement de chaque affaire n'est pas toujours prévisible. Les provisions sont déterminées d'après le résultat d'analyses internes, de consultations auprès d'experts externes en la matière et les renseignements disponibles au moment de la préparation des états financiers.

Aucune provision n'a été comptabilisée au 31 décembre 2018 ou au 31 mars 2018.

(b) Événualités

Les passifs éventuels de l'ACSTA comprennent les litiges et poursuites judiciaires, ainsi que les coûts de démantèlement pour lesquels aucune provision n'est comptabilisée.

(i) Litiges et poursuites judiciaires

En 2017-2018, une administration aéroportuaire a avisé l'ACSTA qu'elle avait reçu un avis de cotisation de l'Agence du revenu du Canada pour ne pas avoir perçu la TVH auprès de l'ACSTA pour des ententes de financement liées à des projets d'intégration, ainsi qu'à de l'entretien. L'ACSTA a soumis un avis d'opposition en collaboration avec l'administration aéroportuaire et est d'avis qu'il est plus probable qu'improbable que l'avis d'opposition sera accueilli favorablement. S'il s'avère que c'est le cas, l'ACSTA pourra récupérer la totalité des sommes versées à ce titre.

L'ACSTA a conclu des ententes de financement similaires avec d'autres administrations aéroportuaires qui pourraient donner lieu à des cotisations de la part d'administrations fiscales. Même si l'ACSTA estime qu'il est improbable qu'une sortie d'avantages économiques soit nécessaire pour ces autres ententes de financement, il y a un risque qu'elle soit obligée de payer d'autres cotisations si ces autres administrations aéroportuaires font l'objet d'un contrôle fiscal et que l'Agence du revenu du Canada maintient sa position. Le montant maximal des flux de trésorerie non actualisés pouvant être nécessaire pour régler ce passif éventuel est estimé à 20 070 \$ (17 140 \$ au 31 mars 2018), qui sera compensé par des taxes à recouvrer dont le montant est estimé à 9 720 \$ (8 580 \$ au 31 mars 2018), pour un montant net de 10 350 \$ (8 560 \$ au 31 mars 2018). Ces montants n'ont pas été comptabilisés dans les états financiers.

(ii) Coûts de démantèlement

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, il n'y a pas eu de changements importants aux passifs éventuels relatifs aux coûts de démantèlement. Pour une description de ces coûts, consulter la note 8(b)(ii) des états financiers annuels audités pour l'exercice clos le 31 mars 2018.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

8. Financement public différé

Le rapprochement du passif au titre du financement public différé se présente comme suit :

	31 décembre 2018	31 mars 2018
Financement public différé lié aux charges d'exploitation		
Solde à l'ouverture de la période	19 534 \$	18 725 \$
Charges d'exploitation financées par les crédits parlementaires	518 967	646 307
Crédits parlementaires comptabilisés comme financement public pour les charges d'exploitation	(523 225)	(645 498)
Solde à la clôture de la période	15 276 \$	19 534 \$
Financement public différé lié aux dépenses en immobilisations		
Solde à l'ouverture de la période	424 026 \$	408 959 \$
Dépenses en immobilisations financées par les crédits parlementaires	83 286	75 592
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations	(48 585)	(60 525)
Solde à la clôture de la période	458 727 \$	424 026 \$
Total du financement public différé à la clôture de la période	474 003 \$	443 560 \$

Se reporter à la note 11 pour plus d'information au sujet du financement public.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

9. Avantages du personnel

(a) Actif et passif au titre des avantages du personnel

L'actif et le passif au titre des avantages du personnel comptabilisés et présentés dans l'état intermédiaire résumé de la situation financière se présentent comme suit :

	31 décembre 2018	31 mars 2018
Actif au titre des avantages du personnel		
Régime de retraite enregistré (RRE)	8 410 \$	3 346 \$
Régime de retraite supplémentaire (RRS)	1 819	1 684
	<u>10 229</u>	<u>5 030</u>
Passif au titre des avantages du personnel		
Autre régime à prestations définies (ARPD)	(27 133)	(28 402)
	<u>(27 133)</u>	<u>(28 402)</u>
Avantages du personnel – passif net	<u>(16 904) \$</u>	<u>(23 372) \$</u>

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

(b) Coûts des avantages du personnel

Les composantes des coûts des avantages du personnel se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre							
	RRE		RRS		ARPD		Total	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Coût (produits) des prestations définies comptabilisé en performance financière								
Coût des services rendus au cours de la période	2 244 \$	2 050 \$	18 \$	18 \$	462 \$	411 \$	2 724 \$	2 479 \$
Frais administratifs	63	63	3	3	-	-	66	66
Charges d'intérêts sur les passifs au titre des prestations définies	1 775	1 646	44	38	264	241	2 083	1 925
Produits d'intérêts sur les actifs des régimes	(1 729)	(1 727)	(58)	(61)	-	-	(1 787)	(1 788)
Coût (produits) des prestations définies	2 353 \$	2 032 \$	7 \$	(2)\$	726 \$	652 \$	3 086 \$	2 682 \$
Réévaluation des régimes à prestations définies comptabilisées dans les autres éléments du résultat global								
Rendement des actifs des régimes, en excluant les produits d'intérêts	(9 203)\$	8 422 \$	(397)\$	128 \$	- \$	- \$	(9 600)\$	8 550 \$
Pertes actuarielles	-	(19 918)	-	(381)	-	(3 122)	-	(23 421)
Réévaluation des régimes à prestations définies	(9 203)\$	(11 496)\$	(397)\$	(253)\$	- \$	(3 122)\$	(9 600)\$	(14 871)\$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre							
	RRE		RRS		ARPD		Total	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Coût (produits) des prestations définies comptabilisé en performance financière								
Coût des services rendus au cours de la période	6 731 \$	6 148 \$	53 \$	52 \$	1 386 \$	1 235 \$	8 170 \$	7 435 \$
Frais administratifs	188	188	11	11	-	-	199	199
Charges d'intérêts sur les passifs au titre des prestations définies	5 325	4 935	132	114	792	725	6 249	5 774
Produits d'intérêts sur les actifs des régimes	(5 185)	(5 179)	(174)	(181)	-	-	(5 359)	(5 360)
Coût (produits) des prestations définies	7 059 \$	6 092 \$	22 \$	(4)\$	2 178 \$	1 960 \$	9 259 \$	8 048 \$
Réévaluation des régimes à prestations définies comptabilisées dans les autres éléments du résultat global								
Rendement des actifs des régimes, en excluant les produits d'intérêts	(11 896)\$	5 483 \$	(289)\$	95 \$	- \$	- \$	(12 185)\$	5 578 \$
Gains (pertes) actuariels	21 192	(10 257)	413	(216)	3 346	(1 622)	24 951	(12 095)
Réévaluation des régimes à prestations définies	9 296 \$	(4 774)\$	124 \$	(121)\$	3 346 \$	(1 622)\$	12 766 \$	(6 517)\$

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2018, l'ACSTA a comptabilisé des charges de 139 \$ (124 \$ en 2017) et de 403 \$ (361 \$ en 2017), respectivement, relativement au volet de cotisations définies du RRE.

(c) Principales hypothèses actuarielles

Les hypothèses utilisées pour évaluer les actifs et passifs liés aux régimes à prestations définies sont examinées et, au besoin, modifiées à chaque période de présentation de l'information financière. Cet examen porte habituellement sur les taux d'actualisation et le taux de rendement réel des actifs du régime par rapport aux taux estimés, afin de refléter les hypothèses et les circonstances actuelles. Les modifications des hypothèses actuarielles entraînent des gains et/ou des pertes de réévaluation comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2018, des pertes de réévaluation de 9 600 \$ ont été subies en raison d'un taux de rendement réel des actifs des régimes inférieur à celui qu'a utilisé l'ACSTA dans ses hypothèses (taux réel de -3,06 % par rapport au taux anticipé de 0,88 % pour le RRE et taux réel de -5,12 % par rapport au taux anticipé de 0,88 % pour le RRS).

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2017, des pertes de réévaluation de 14 871 \$ ont été subies à la suite d'une diminution du taux d'actualisation de 50 points de base (de 4,00 % au 30 septembre 2017 à 3,50 % au 31 décembre 2017). Ces pertes ont été partiellement compensées par un taux de rendement réel des actifs des régimes supérieur à celui qu'a utilisé l'ACSTA dans ses hypothèses (taux réel de 5,47 % par rapport au taux anticipé de 0,94 % pour le RRE et taux réel de 2,93 % par rapport au taux anticipé de 0,94 % pour le RRS).

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018, des gains de réévaluation de 12 766 \$ ont été réalisés en raison d'une augmentation du taux d'actualisation de 50 points de base (de 3,50 % au 31 mars 2018 à 4,00 % au 31 décembre 2018). Ces gains ont partiellement été compensés par un taux de rendement réel des actifs des régimes inférieur à celui qu'a utilisé l'ACSTA dans ses hypothèses (taux réel de -3,42 % par rapport au taux anticipé de 2,63 % pour le RRE et taux réel de -1,74 % par rapport au taux anticipé de 2,63 % pour le RRS).

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2017, des pertes de réévaluation de 6 517 \$ ont été subies en raison d'une diminution du taux d'actualisation de 25 points de base (de 3,75 % au 31 mars 2017 à 3,50 % au 31 décembre 2017). Ces pertes ont partiellement été compensées par un gain de réévaluation résultant d'un taux de rendement réel des actifs des régimes supérieur à celui qu'a utilisé l'ACSTA dans ses hypothèses (taux réel de 5,78 % par rapport au taux anticipé de 2,81 % pour le RRE et de 4,29 % par rapport au taux anticipé de 2,81 % pour le RRS).

(d) Cotisations de l'employeur

Les cotisations de l'employeur versées aux régimes à prestations définies pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos le 31 décembre se présentent comme suit :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes les 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
Cotisations de l'employeur				
RRE	954 \$	1 032 \$	2 827 \$	2 810 \$
RRS	30	21	33	27
ARPD	35	33	101	96
	1 019 \$	1 086 \$	2 961 \$	2 933 \$

Les cotisations totales de l'employeur aux régimes à prestations définies sont estimées à 4 100 \$ pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

10. Charges

L'état intermédiaire résumé du résultat global présente les charges d'exploitation par activité de programme. Le tableau ci-après présente les charges d'exploitation par catégorie principale pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos le 31 décembre :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes les 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
Services de contrôle et autres coûts connexes				
Paiements versés aux fournisseurs de services de contrôle	146 977 \$	134 029 \$	439 264 \$	400 358 \$
Uniformes et autres coûts rattachés au contrôle	1 475	1 541	4 123	4 211
Matériel de détection de traces d'explosifs et biens non durables	817	496	1 827	1 287
	149 269	136 066	445 214	405 856
Exploitation et entretien du matériel				
Entretien du matériel et pièces de rechange	10 681	9 082	30 344	26 890
Formation et certification	523	57	1 100	110
CIZR	127	301	585	745
	11 331	9 440	32 029	27 745
Soutien des programmes et services généraux				
Frais relatifs aux employés	15 293	14 944	46 912	44 639
Frais de bureau et frais informatiques	2 117	1 098	5 174	3 285
Services professionnels et autres coûts liés aux affaires	1 656	1 446	4 220	4 185
Contrats de location simple	1 289	1 615	4 396	4 806
Autres frais administratifs	1 186	1 147	3 412	3 336
Communications et sensibilisation du public	252	462	566	782
	21 793	20 712	64 680	61 033
Amortissement				
Amortissement des immobilisations corporelles	15 961	14 522	47 022	42 394
Amortissement des immobilisations incorporelles	467	297	1 168	846
	16 428	14 819	48 190	43 240
	198 821 \$	181 037 \$	590 113 \$	537 874 \$

Les autres coûts liés aux affaires comprennent les frais de déplacement, les coûts et frais liés aux conférences et aux réunions, et les divers droits d'adhésion et frais d'association. Les autres frais administratifs englobent les coûts d'assurance, de réseau et de téléphonie et l'entretien des installations.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

11. Financement public

Puisque le *Résumé du plan d'entreprise 2018-2019 à 2022-2023* de l'ACSTA n'a pas encore été déposé devant le Parlement, il n'est actuellement pas possible de publier le montant total des crédits parlementaires disponibles pour l'exercice en cours. C'est pour cette raison que le rapprochement des crédits parlementaires approuvés et des crédits parlementaires utilisés n'est pas fourni.

Le tableau ci-après présente le rapprochement des crédits parlementaires reçus et à recevoir pour le financement des charges d'exploitation et du montant des crédits utilisés pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos le 31 décembre :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes les 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
Crédits parlementaires reçus et à recevoir	226 085 \$	198 510 \$	628 878 \$	544 951 \$
Montants reçus et à recevoir liés aux périodes précédentes	(50 631)	(39 966)	(107 407)	(67 925)
Montants à être facturés (différés) aux périodes futures	682	513	(2 504)	(3 503)
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation (note 8)	176 136 \$	159 057 \$	518 967 \$	473 523 \$

Le tableau ci-après présente un rapprochement des crédits parlementaires reçus et à recevoir pour le financement des dépenses en immobilisations et du montant des crédits utilisés pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos le 31 décembre :

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes les 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
Crédits parlementaires reçus et à recevoir	43 830 \$	15 172 \$	101 686 \$	70 695 \$
Montants reçus et à recevoir liés aux périodes précédentes	(19 542)	(605)	(13 992)	(15 809)
Montants à être facturés (différés) aux périodes futures	2 656	5 304	(4 408)	(5 411)
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations (note 8)	26 944 \$	19 871 \$	83 286 \$	49 475 \$

Les crédits parlementaires à être facturés (différés) aux périodes futures découlent du fait que les prévisions de dépenses étaient inférieures (supérieures) aux dépenses en immobilisations et d'exploitation réelles. On prévoit que ces montants seront facturés (utilisés) au cours du prochain trimestre.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

12. Juste valeur des instruments financiers

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à la juste valeur dans l'état intermédiaire résumé de la situation financière. La juste valeur de la trésorerie, des débiteurs liés aux services de contrôle supplémentaires, des fournisseurs et autres créditeurs et des retenues de garantie courantes correspond approximativement à leur valeur comptable étant donné la nature courante de ces instruments.

Les valeurs comptables et les justes valeurs correspondantes des autres actifs et passifs financiers de l'ACSTA sont les suivantes :

	31 décembre 2018		31 mars 2018	
	Valeur comptable	Juste valeur (niveau 2)	Valeur comptable	Juste valeur (niveau 2)
Instruments financiers évalués à la juste valeur				
Actifs financiers dérivés ¹	1 449 \$	1 449 \$	384 \$	384 \$
Instruments financiers évalués au coût amorti				
Retenues de garantie non courantes ²	6 745 \$	6 745 \$	4 338 \$	4 338 \$

¹ La juste valeur est basée sur un modèle de flux de trésorerie actualisés reposant sur des données observables.

² La juste valeur est déterminée en utilisant les flux de trésorerie futurs attendus, actualisés selon les taux obligataires publiés par le gouvernement du Canada ayant des échéances et des caractéristiques similaires.

Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2018 ou de l'exercice clos le 31 mars 2018.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

13. Accords contractuels

(a) Accords non liés aux contrats de location

Dans le cours normal de ses activités, l'ACSTA conclut des accords contractuels pour l'acquisition de biens et services. Ces accords contractuels doivent respecter les crédits autorisés et sont assortis de droits de résiliation qui permettent à l'ACSTA de mettre fin aux contrats, à sa discrétion et sans pénalité. Les accords les plus importants sont les contrats signés avec les fournisseurs de services de contrôle pour la prestation de tels services ainsi qu'avec les fournisseurs de matériel de contrôle et des services d'entretien de ce matériel.

Le tableau ci-après présente les soldes restant, sans les taxes applicables, de ces accords contractuels :

	31 décembre 2018	31 mars 2018
Exploitation	1 785 006 \$	2 228 761 \$
Immobilisations	109 021	122 149
Total	1 894 027 \$	2 350 910 \$

(b) Contrats de location

L'ACSTA a conclu des contrats de location simple non résiliables pour des locaux à bureau, et d'autres espaces et du matériel. Les paiements minimaux à effectuer au titre de ces contrats de location, sans les taxes applicables, sont les suivants :

	31 décembre 2018	31 mars 2018
1 an au plus	7 668 \$	6 945 \$
Plus de 1 an, mais 5 ans au plus	19 729	22 260
Plus de 5 ans	873	-
Total	28 270 \$	29 205

Le contrat de location simple non résiliable le plus important de l'ACSTA est pour les locaux à bureau à l'administration centrale.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

14. Transactions entre parties liées

L'ACSTA a conclu les transactions suivantes avec des parties liées au cours du trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre :

(a) Gouvernement du Canada, ses organismes et autres sociétés d'État

L'ACSTA appartient à part entière au gouvernement du Canada, et est liée par contrôle commun aux autres ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. L'ACSTA conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal de ses activités. Ces transactions entre parties liées sont conclues aux mêmes conditions normales que celles qui s'appliquent à l'ensemble des particuliers et des sociétés.

Le tableau suivant résume les transactions entre l'ACSTA et ses parties liées :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes les 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
Produits	193 248 \$	174 283 \$	571 810 \$	520 836 \$
Charges	4 393	4 034	14 839	11 755

Les produits provenant des transactions avec les parties liées représentent les crédits parlementaires pour les charges d'exploitation et l'amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations. Les charges présentées ci-dessus pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2018 comprennent des montants de 4 018 \$ (3 753 \$ en 2017) et de 14 110 \$ (10 999 \$ en 2017), respectivement, en taxes non recouvrables payées aux fiduciaires de l'Agence du revenu du Canada.

Les soldes suivants relatifs aux parties liées sont inclus dans les clients et autres débiteurs ainsi que dans les fournisseurs et autres créditeurs à l'état intermédiaire résumé de la situation financière :

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

	31 décembre 2018	31 mars 2018
Montants à recevoir des parties liées	134 641 \$	131 933 \$
Montants à payer aux parties liées	(1 527)	(1 134)
Montants à recevoir des parties liées nets	133 114 \$	130 799 \$

Les montants à recevoir de parties liées sont principalement des créances de 125 253 \$ (121 399 \$ au 31 mars 2018) à recevoir du gouvernement du Canada au titre des crédits parlementaires et des créances de 9 321 \$ (10 435 \$ au 31 mars 2018) à recevoir de l'Agence du revenu du Canada au titre des taxes recouvrables payées sur les dépenses. Les montants à payer à des parties liées sont constitués essentiellement de taxes indirectes payables à l'Agence du revenu du Canada.

(b) Transactions avec les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi de l'ACSTA

Les transactions avec le RRE, le RRS et l'ARPD sont conclues dans le cours normal des activités. Les transactions effectuées avec les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi de l'ACSTA correspondent au versement des cotisations telles qu'elles sont présentées à la note 9.

15. Variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie et informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

La variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie s'établit comme suit pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos le 31 décembre :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes les 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
(Augmentation) diminution des clients et autres débiteurs	(39 234) \$	(2 129) \$	19 119 \$	28 021 \$
Diminution des stocks	170	446	2 721	1 859
Diminution (augmentation) des charges payées d'avance	294	(164)	1 537	1 091
(Diminution) augmentation des fournisseurs et autres créditeurs	(20 451)	6 904	12 746	(2 839)
Diminution du financement public différé lié aux charges d'exploitation	(464)	(282)	(4 258)	(2 950)
	(59 685) \$	4 775 \$	31 865 \$	25 182 \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2018, la variation du poste Clients et autres débiteurs exclut des montants de 14 944 \$ (2 271 \$ en 2017) et 20 494 \$ (12 934 \$ en 2017), respectivement, pour le financement public lié aux dépenses en immobilisations, puisque ces montants se rapportent aux activités d'investissement.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2018, la variation du poste Fournisseurs et autres créditeurs exclut des montants de 8 070 \$ (6 195 \$ en 2017) et 10 903 \$ (114 \$ en 2017), respectivement, pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, puisque ces montants se rapportent aux activités d'investissement.